

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 3 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EAC – Ornements métalliques

65 allée du Dauphiné
26 300 Bourg-De-Péage

Références : 20260203-RAP-DAEN0142
Code AIOT : 0010300256

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2026 dans l'établissement EAC – Ornements métalliques implanté 65 allée du Dauphiné, 26 300 Bourg-de-Péage. L'inspection a été annoncée le 10/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite du site EAC s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EAC – Ornements métalliques
- 65 allée du Dauphiné, 26 300 Bourg-de-Péage
- Code AIOT : 0010300256
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EAC est spécialisée dans le traitement de surface de pièces destinées à la bijouterie, la maroquinerie ou encore la lingerie.
Le site fonctionne en journée du lundi au vendredi.
On y compte environ 25 employés.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 4.2.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
12	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 30/06/2022, article R.511-9 et ses annexes	Sans objet
2	Prélèvement d'eau souterraine	Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 4.1.1. et 9.2.2	Sans objet
4	Fiches de données de sécurité	Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 7.1.1.	Sans objet
5	Étiquetage des substances et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 7.4.2.	Sans objet
6	Règles de gestion des stockages en rétention	Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 7.4.5.	Sans objet
7	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 8.1.7.	Sans objet
8	Intégrité des sols de l'atelier de traitement de surface et rétention	Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 8.1.2.	Sans objet
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 7.2.3.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 7.5.2.	Sans objet
11	Registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 9.2.4.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site EAC de Bourg-de-Péage répond globalement positivement aux attentes réglementaires. À l'origine d'un incendie en 2021, les chaînes de traitement de surface ont été munies d'équipements permettant d'éviter qu'un tel événement se reproduise. Quelques non-conformités ont été mises en évidence mais ces dernières devraient être corrigées rapidement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/06/2022, article R.511-9 et ses annexes					
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE					
Prescription contrôlée :					
Classement des installations du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), défini dans l'arrêté préfectoral 20210831-DEC-DAEN0565 du 1 ^{er} octobre 2021 :					
Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Volume autorisé
4110-2-a	A	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg	Bain de cuivre alcalin et produits purs stockés	250 kg	1 000 kg

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Volume autorisé
2565-1-b	E	Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 1. Lorsqu'il y a mise en œuvre : b) de cyanures, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 L	Bains de traitement pour un volume total de cuves contenant des cyanures de 1 050 L	200 L	1 050 L
2565-2-a	E	2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) supérieur à 1 500 L	Bains de traitement pour un volume total de cuves de 5 720 L	1 500 L	5 720 L
2565-4	DC	4. Vibro-abrasion, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 L	6 machines de polissage de 200 L de volume unitaire	200 L	1 200 L
4120	D	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition 2. Substances et mélanges liquides b) Supérieure ou égale à 1 tonne, mais inférieure à 10 tonnes	2 bains de traitement « bronze » pour 900 kg et des produits stockés pour 1 100 kg	1 tonne	2 tonnes

Constats :

L'exploitant indique que le site n'a pas subi de modification depuis la dernière mise à jour de la situation administrative du site qui est définie dans l'arrêté préfectoral 20210831-DEC-DAEN0565 du 1er octobre 2021.

L'activité pratiquée et les installations mises en œuvre sur le site restent conformes à l'arrêté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvement d'eau souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 4.1.1. et 9.2.2							
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau souterraine							
Prescription contrôlée : Article 4.1.1 : Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : <table><tr><th>Origine de la ressource</th><th>Consommation maximale annuelle</th></tr><tr><td>Nappe</td><td>400 m³ (1 × 8 h/jour) 800 m³ (2 × 8 h/jour) 1 200 m³ (3 × 8 h/jour) (mode de fonctionnement de l'atelier)</td></tr><tr><td>Réseau public</td><td>Usage domestique</td></tr></table>		Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Nappe	400 m ³ (1 × 8 h/jour) 800 m ³ (2 × 8 h/jour) 1 200 m ³ (3 × 8 h/jour) (mode de fonctionnement de l'atelier)	Réseau public	Usage domestique
Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle						
Nappe	400 m ³ (1 × 8 h/jour) 800 m ³ (2 × 8 h/jour) 1 200 m ³ (3 × 8 h/jour) (mode de fonctionnement de l'atelier)						
Réseau public	Usage domestique						
Article 9.2.2 : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Les résultats sont enregistrés.							
Constats : Le site fonctionne en journée (1 × 8h par jour) et est donc autorisé à prélever 400 m ³ /an. Le puits présent sur le site est bien équipé d'un dispositif de mesure totalisateur qui est relevé et consigné chaque mois. Pour l'année 2025, le prélèvement s'élève à 357 m ³ , répartis entre l'activité de polissage (113 m ³ /an) et la galvanisation (241 m ³ /an). La prescription est donc respectée. Concernant l'eau de ville, 194 m ³ ont été prélevés en 2025.							
Type de suites proposées : Sans suite							

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 4.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant présente en séance le plan des réseaux et des égouts du site datant de 2022. Il indique que le site n'a pas subi de modification depuis. On y retrouve les différents réseaux (eau pluviale souillée ou non, eau domestique, traitement de surface...).
L'inspection constate cependant l'absence du puits et du réseau qui alimente les zones de traitement de surface. Non-conformité n°1 : Le plan des réseaux est incomplet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 1 mois, l'exploitant met à jour le plan des réseaux, en indiquant notamment le puits et le réseau d'alimentation des zones de traitement de surface.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Délais : 1 mois

N° 4 : Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 7.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisées dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.
Constats : L'exploitant indique qu'à chaque commande de mélange ou substance, le fournisseur lui fait parvenir la dernière version de la fiche de données et de sécurité du produit commandé. Cela lui assure d'avoir les versions les plus récentes et bien à jour des produits présents sur le site. Ces fiches de données et de sécurité sont disponibles sur le serveur du site. Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a pris connaissance des fiches de données et de sécurité des produits suivants : <ul style="list-style-type: none">• Auralloy 420 LFPAE dont la dernière mise à jour date du 20 janvier 2023 et qui est conforme à la réglementation ;• Cubrac 440 Base mise à jour le 17 juillet 2023 qui est aussi conforme à la réglementation. L'exploitant précise qu'il est en train de mettre en place un système de QR code permettant d'accéder à la base de données des fiches de données et de sécurité et qu'il pourrait afficher au niveau des lignes de traitement de surface et des ateliers. Cela permettrait à ses employés d'accéder, le cas échéant, à l'information plus rapidement. Au cours de la visite, l'inspection des installations classées a pu vérifier que les conditions de stockage et de manipulation indiquées dans les fiches de données et de sécurité des produits cités précédemment étaient respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 7.4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Étiquetage des substances et mélanges dangereux
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autre emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondants aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.
Constats : Au cours de la visite du site, tant au niveau des ateliers de traitement de surface que dans les locaux de stockage, les fûts, réservoirs et autre emballages de produits dangereux portaient de manière très lisible les éléments attendus réglementairement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Règles de gestion des stockages en rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 7.4.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Règles de gestion des stockages en rétention
Prescription contrôlée : Les réservoir ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.
Constats : Sur le site, les produits incompatibles sont correctement stockés, tant au niveau du local de stockage des produits où les produits incompatibles se situent dans deux locaux sous rétention séparés qu'au niveau des lignes de traitement de surface où les bains sont bien identifiés, séparés et sur des rétentions différentes. À noter que dans le local des produits acides, suite au déversement accidentel d'un bidon, la rétention n'était pas vide de liquide. Il restait une petite flaque d'eau de nettoyage au niveau de la porte. L'exploitant informe que la rétention sera vidée, nettoyée et asséchée au cours de la prochaine maintenance prévue en fin de semaine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 8.1.7.
Thème(s) : Risques chroniques, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. [...] Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.
Constats : L'état des stocks peut être édité via le système de gestion disponible sur le serveur du site. L'inspection a pu le consulter en séance. Le local de stockage des produits chimiques apparaît bien sur le plan. L'exploitant indique avoir pris contact avec les services de secours et d'incendie mais n'avoir pas eu de retour pour le moment. L'inspection l'encourage à renouveler la démarche et l'invite à établir un plan ETARE en lien avec le SDIS. Le local de stockage des produits chimiques est constitué de deux parties séparées, l'une pour les produits acides, l'autre pour les produits basiques. Les deux locaux sont bien pourvus d'une fermeture de sûreté et équipé d'une VMC qui assure leur ventilation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Intégrité des sols de l'atelier de traitement de surface et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 8.1.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Intégrité des sols de l'atelier de traitement de surface et rétention
Prescription contrôlée : Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques définies par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. [...] Les capacités de rétention de plus de 1000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment. [...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : Au cours de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater que l'intégrité des sols était intacte et que ces derniers répondaient à la prescription. Les baignoires de traitement de surface sont tous munis d'une rétention et les ensembles de lignes de traitement de surface sont sous rétention. La partie observable de cette dernière était vide de tout liquide. Il n'y a pas de rétention dont le volume soit supérieur à 1000 litres. L'exploitant indique que toutes les rétentions sont résinées ce qui en assure l'étanchéité mais aucun test routinier n'est réalisé. Demande n° 1 : L'exploitant met en place un test, au moins annuel, d'étanchéité des rétentions. Des sondes de niveau équipent les cuves de sorte que le système de chauffage s'arrête lorsqu'un manque de liquide est constaté. L'exploitant indique par ailleurs que dorénavant le système de chauffage des cuves utilise des résistances en téflon qui disjonctent le système au contact de l'air.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 7.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : La société Bureau Veritas est intervenue sur le site le 25 septembre 2025 pour la réalisation de la vérification périodique des installations électriques (certificat Q18) et le 4 avril 2025 pour la réalisation de l'étude thermographique des installations électriques (certificat Q19). Le certificat Q18 indique que la vérification a consisté en une vérification complète des installations électriques de l'établissement et que celle-ci ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Il est cependant précisé que l'exploitant n'a pas autorisé de coupure totale de l'installation électrique. Demande n° 2 : L'exploitant prévoit qu'une coupure totale puisse être réalisée lors de la prochaine vérification périodique afin de vérifier qu'il n'y a aucun dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel. Le certificat Q19 conclut que les installations électriques sont en assez bon état de fonctionnement et qu'elles ne présentent, à ce jour, et dans les conditions telles qu'elles ont été présentées, pas de risque particulier détectable par thermographie infrarouge pouvant entraîner un risque d'échauffements. L'exploitant indique que, le cas échéant, les observations et les mesures correctives prises sont consignées au registre de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 7.5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : La société SecuriPro est intervenue sur le site le 21 mars 2025. Cette intervention est consignée dans le registre de sécurité. Le rapport d'intervention indique que l'installation est conforme et qu'elle est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4. L'exploitant indique qu'une formation incendie, réalisée par la société France Protection Feu auprès du personnel, a eu lieu le 31 janvier 2025. Par échantillonnage au cours de la visite du site, les étiquettes de tous les extincteurs vérifiés par l'inspection des installations classées indiquaient la date de la dernière vérification réalisée en mars 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2007, article 9.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un tableau annuel récapitulatif des déchets produits et leur mode d'élimination. Ce tableau est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant indique que tous les déchets du site sont pris en charge et traités par la société CHIMIREC. En séance, l'inspection a pu consulter le registre des déchets de l'année 2025. On y retrouve toutes les informations attendues réglementairement, notamment le numéro du bordereau de suivi de déchet, les informations sur le déchet pris en charge et son devenir.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé de l'environnement les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les émissions chroniques ou accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; – les émissions chroniques ou accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets, à l'exception des effluents d'élevage, soumis aux opérations de « traitement en milieu terrestre » ou d'« injection en profondeur » énumérées à l'annexe II, partie A, de la directive 2006/12/CE du 5 avril 2006 relative aux déchets ; – les volumes d'eau prélevée dès lors que le volume de prélèvement est supérieur à 50 000 m³/an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom et la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; – la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre. <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p> <p>II. – L'exploitant d'une installation classée soumise à autorisation déclare chaque année au ministre chargé de l'environnement la production de déchets dangereux de l'établissement dès lors que celle-ci est supérieure à 10 tonnes par an. Toutefois, pour les établissements exerçant une des activités figurant sur la liste de l'annexe I b ce seuil est de 2 tonnes par an.</p> <p>L'exploitant d'un établissement exerçant une des activités figurant sur la liste de l'annexe I b déclare chaque année au ministre chargé de l'environnement la production de déchets non dangereux de l'établissement dès lors que celle-ci est supérieure à 2 000 tonnes par an.</p> <p>L'exploitant d'une installation classée assurant le traitement de déchets dangereux déclare chaque année au ministre chargé de l'environnement les quantités admises et traitées sur le site.</p> <p>L'exploitant d'une installation classée de stockage, d'incinération, de compostage ou de méthanisation de déchets non dangereux déclare chaque année au ministre chargé de l'environnement les quantités admises et traitées sur le site.</p> <p>Concernant la production et le traitement de déchets dangereux et non dangereux, l'exploitant précise si les déchets sont destinés à la valorisation ou à l'élimination. Dans le cas de mouvements transfrontaliers de déchets dangereux, il indique en outre le nom et l'adresse de l'entreprise qui procède à la valorisation ou à l'élimination des déchets ainsi que l'adresse du site qui réceptionne effectivement les déchets.</p> <p>III. – L'exploitant indique dans sa déclaration annuelle les informations permettant l'identification de l'établissement concerné et des activités exercées.</p> <p>L'exploitant précise si la détermination des quantités déclarées est basée sur une mesure, un calcul ou une estimation.</p> <p>Il apporte toute information relative à un changement notable dans sa déclaration par rapport à l'année précédente.</p> <p>La déclaration comprend les informations figurant dans le contenu de la déclaration défini à</p>

l'annexe III du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>La préparation de l'inspection du jour a mis en évidence le fait que l'exploitant n'avait pas accès à la plateforme GEREPE pour y réaliser sa déclaration annuelle des émissions polluantes.</p> <p>Non-conformité n° 2 : L'exploitant n'a pas réalisé sa déclaration GEREPE en 2025.</p> <p>L'inspection a corrigé cette erreur et l'exploitant a dorénavant accès à la plateforme pour compléter, en particulier, la rubrique concernant les déchets.</p> <p>En effet, comme l'inspection a pu le constater dans le registre des déchets de l'année 2025 dont il est question dans le point de contrôle précédent, le site a produit de plus de 2 tonnes de déchets dangereux au cours de l'année passée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Avant le 31 mars 2026, l'exploitant réalise la déclaration GEREPE 2026.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Délais : 2 mois